

# CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU VAL DE MARNE

-----  
*Service Facturation Achats Marchés Immobilier*

MARCHES DES ORGANISMES DE  
SECURITE SOCIALE DU REGIME GENERAL

## CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (C.C.P)

**ORGANISME CONTRACTANT :**

L'Assurance Maladie du Val de Marne  
93/95 avenue du Général de Gaulle  
94000 Créteil

### **OBJET DU MARCHÉ :**

**LOCATION ET MISE A DISPOSITION D'UN FRIGO CONNECTE SUR LE SITE DU  
SIEGE SOCIAL DE LA CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU VAL DE  
MARNE**

La procédure utilisée est celle visée aux articles L.2123-1-2° et R.2123-1-3° du code de la commande publique.

Date d'établissement : Août 2025

CONFIDENTIEL - ASSURANCE MALADIE DU VAL-DE-MARNE

## **SOMMAIRE**

<b>ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES</b>	4
1.1    Objet du marché.....	4
1.2    Parties contractantes .....	4
1.3    Décomposition.....	4
1.4    Nomenclature CPV du marché public .....	4
1.5    Prestations supplémentaires éventuelles (option) .....	4
<b>ARTICLE 2 – DUREE DU MARCHÉ</b>	5
<b>ARTICLE 3 - DOCUMENTS CONTRACTUELS</b>	5
<b>ARTICLE 4 - SOUS-TRAITANCE</b>	6
<b>ARTICLE 5 – MODALITES D’EXECUTIONS DES PRESTATIONS</b>	6
5.1    Location et installation .....	6
5.2    Mise en ordre de marche.....	7
5.3    Restitution du matériel.....	7
<b>ARTICLE 6 – MAINTENANCE ET ENTRETIEN</b>	7
<b>ARTICLE 7 – ENGAGEMENTS ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE</b>	8
7.1    Qualité et diversité de l’offre alimentaire .....	8
7.2    Obligations du titulaire .....	9
<b>ARTICLE 8 – OPERATIONS DE VERIFICATION/DECISIONS</b>	9
<b>ARTICLE 9 – COMMUNICATION</b>	10
9.1    Mise en place du dispositif (Animation de lancement).....	10
9.2    Communication auprès des agents.....	10
9.3    Animations .....	10
9.4    Reporting .....	10
<b>ARTICLE 10 - CONDITIONS D’ETABLISSEMENT DES PRIX</b>	11
10.1    Contenu des prix .....	11
10.2    Réserves.....	11
10.3    Solutions de paiement.....	11
<b>ARTICLE 11 - ELABORATION DES PRIX ET VARIATION</b>	11
11.1    Forme et prix de règlement.....	11
11.2    Révision des prix .....	11
11.3    Clause de réserve .....	12
<b>ARTICLE 12- MODALITES DE FACTURATION ET DE REGLEMENT</b>	12
12.1 - Modalités de transmission des factures.....	12
12.2 - Modalités de règlement.....	13
<b>ARTICLE 13 – MESURES EN CAS D’INEXECUTION DES PRESTATIONS – PENALITES</b>	14
13.1    Pénalités liées au retard dans l’installation du frigo .....	14
13.2    Pénalités liées à la non remise de livrables attendus .....	14
13.3    Pénalités liées au retard dans les réparations .....	14
13.4    Pénalités liées au retard des consommables .....	14
13.5    Pénalités liées aux produits impropres à la consommation.....	14

13.6	Pénalités liées à une rupture de stock .....	14
13.7	Pénalités liées au non-respect des dispositions du marché en matière environnementale .....	15
13.8	Pénalités liées à des manquements à des obligations administratives .....	15
<b>ARTICLE 14 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE</b> .....		15
<b>ARTICLE 15 – RESILIATION</b> .....		15
<b>ARTICLE 16 - ASSURANCES</b> .....		16
<b>ARTICLE 17 - MESURES D'ORDRE ENVIRONNEMENTAL ET SOCIETAL</b> .....		16
<b>ARTICLE 18- REGLEMENT DES LITIGES</b> .....		16
<b>ARTICLE 19 - RESPONSABILITE DU TITULAIRE</b> .....		17
<b>ARTICLE 20 – REGLES DE SECURITE ET OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE</b> .....		17
<b>ARTICLE 21 - MESURE D'ORDRE SOCIAL</b> .....		18
<b>ARTICLE 22 – DISPOSITIF DE VIGILANCE (Article D. 8222-5 du Code du Travail)</b> .....		18
<b>ARTICLE 23 – AVANCE</b> .....		19
<b>ARTICLE 24 – CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE</b> .....		19
<b>ARTICLE 25 – DEROGATIONS AU CCAG-FCS</b> .....		19

## **ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES**

### **1.1 Objet du marché**

Les prestations faisant l'objet du présent marché concernent la location, la mise à disposition, le réassort quotidien ainsi que la maintenance d'un frigo connecté avec système monétique sur le site du siège social de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Val de Marne.

Le titulaire est soumis, en permanence, à une obligation de résultat pendant toute l'exécution du marché.

### **1.2 Parties contractantes**

- **d'une part**, LA CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU VAL DE MARNE, représentée par le Directeur Général, désignée ci-après par l'expression " **l'Organisme contractant** " ou « **Pouvoir adjudicateur** ».
- **d'autre part**, la société, ou l'entreprise titulaire du marché, désignée ci-après par l'expression " **le Titulaire**".

Le représentant du pouvoir adjudicateur est **Monsieur le Directeur Général de la CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU VAL DE MARNE.**

Le Comptable assignataire est **Monsieur le Directeur Comptable et Financier de la CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU VAL DE MARNE.**

### **1.3 Décomposition**

Le présent marché ne fait pas l'objet d'un allotissement au sens de l'article L. 2113-11 et R 2113-2 du code de la commande publique car son objet ne permet pas d'identifier des prestations distinctes.

### **1.4 Nomenclature CPV du marché public**

Le présent marché est un marché ordinaire.

INTITULE	CPV PRINCIPAL	CPV COMPLEMENTAIRES	MONTANT H.T ESTIMATIF DU MARCHE SUR 3 ANS
Services de livraison de repas	55521200	55321000-6 55320000-9	200.000 € HT

### **1.5 Prestations supplémentaires éventuelles (option)**

L'option souhaitée et prévue dans le présent marché correspond à la possibilité d'une mise à disposition d'une vitrine réfrigérée (pour les précommandes) « Click and collect » que le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de mettre en œuvre ou non en cours d'exécution du marché.

Cette option sera levée par la notification d'un ordre de service au titulaire.

## **ARTICLE 2 – DUREE DU MARCHÉ**

Le marché prendra effet à compter du 02 janvier 2026 pour une durée d'un an, reconductible tacitement deux fois par période successive d'un an sans que sa durée totale ne puisse excéder trois (3) ans.

Toutefois, en cas de non reconduction du marché, l'organisme contractant en informera le titulaire par courrier avec date de réception certaine moyennant un préavis de deux (2) mois avant la fin de la période en cours.

De même, durant cette période de trois ans, l'organisme contractant aura la faculté de résilier le marché à tout moment, par lettre recommandée avec accusé de réception, moyennant un préavis de deux (2) mois.

Par ailleurs, dans le cas où le titulaire ne respecterait pas ses obligations, le marché pourrait être résilié dans les conditions visées à l'article 15 du présent Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.).

Le Titulaire ne pourra refuser la reconduction, ni prétendre au versement d'une quelconque indemnité en cas de non reconduction.

## **ARTICLE 3 - DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) a pour objet de compléter l'Acte d'Engagement et de définir les obligations juridiques, administratives et financières des parties qui les ont acceptées pour l'exécution du présent marché.

Le présent marché est constitué par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS (issu de l'arrêté du 30 mars 2021) par les documents contractuels suivants, par ordre de priorité décroissante :

**Pièce n° 1 :** L'Acte d'engagement et son annexe relative au Bordereau de prix unitaires acceptés par l'Organisme. Ces documents devront être datés, signés et complétés par le Titulaire. Ils seront visés par l'Organisme et seul l'exemplaire original conservé par le pouvoir adjudicateur fait foi.

**Pièce n° 2 :** Le présent Cahier des Clauses Particulières (C.C.P) d'août 2025 dont seul l'exemplaire original conservé par le pouvoir adjudicateur fait foi.

**Pièce n° 3 :** Le livret de sécurité du prestataire et la charte visiteur.

**Pièce n° 4 :** Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (C.C.A.G. -F.C.S.), approuvé par l'Arrêté du 30 Mars 2021 en vigueur lors de la remise des offres.

**Pièce n°5:** Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché.

**Pièce n° 6 :** L'offre technique du titulaire.

**Pièce n°7 :** Les documents émis en cours d'exécution des prestations notamment des ordres de service.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

Les conditions générales de vente du titulaire éventuellement jointes à son offre ne se substituent en aucun cas aux conditions contractuelles du présent marché qui seules font foi. Toutefois, elles peuvent s'appliquer si elles ne contreviennent pas aux clauses prévues par le marché.

Le Titulaire ne pourra se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, tous textes administratifs nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du présent marché et d'une manière générale, de tout texte ou de toute réglementation intéressant son activité pour autant que ces textes soient d'ordre public ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles.

#### **ARTICLE 4 - SOUS-TRAITANCE**

Un recours éventuel à la sous-traitance s'il n'est pas interdit, doit demeurer exceptionnel. Le sous-traitant doit être déclaré dans les conditions prévues aux articles L. 2193-1 à L. 2193-7 et R. 2193-1 à R. 2193-2 du code de la commande publique.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché pour faute du titulaire (article 41 du CCAG-FCS).

#### **ARTICLE 5 – MODALITES D'EXECUTIONS DES PRESTATIONS**

##### **5.1 Location et installation**

Le titulaire doit des prestations alimentaires cuisinées (entrées, plats, desserts) conditionnées individuellement, prêts à être consommés après chauffage dans des réfrigérateurs connectés équipés d'un système de paiement intégré.

La fréquentation de l'espace « frigo connecté » est estimée entre 15 à 25 personnes en moyenne par jour hors période de vacances et jours fériés.

La mise à disposition du frigo connecté devra avoir lieu sur le site du siège social de l'organisme contractant et le frigo concerné devra avoir une capacité entre 50 et 60 produits par jour.

Le titulaire devra vérifier que tous les branchements nécessaires pour l'installation du matériel soient bien mis à disposition lors de la visite obligatoire préalable à l'installation. Dans le cas contraire, le titulaire devra préciser ses besoins spécifiques.

A la suite de sa visite, le titulaire confirmera ou non les branchements nécessaires à l'installation du frigo concerné. Par ailleurs, il précisera, si besoin, les installations/branchements complémentaires si nécessaires.

La mise à disposition de l'équipement sera réalisée par le titulaire accompagnée d'un état dressé distinctement pour chaque partie et comportant notamment :

- la date d'expédition ;
- la référence du marché ;
- l'identification du titulaire ;
- la date de réception de l'équipement concerné ;

- l'identification de l'équipement mis à disposition;

## **5.2 Mise en ordre de marche**

La mise en ordre de marche du matériel est réalisée par le titulaire.

A cet effet, il dispose de 4 jours ouvrables maximum à compter de la date contractuelle d'installation, soit le 02/01/2026, pour effectuer la mise en ordre de marche. Il remettra un procès-verbal de mise en ordre de marche au représentant de l'organisme contractant et lui indiquera s'il sera présent aux opérations de vérification.

Le délai initialement prévu pour la mise en ordre de marche peut faire l'objet d'un sursis ou d'une prolongation de délai à l'initiative du pouvoir adjudicateur.

### **Cas particuliers :**

Il est à noter que toute décision de « mise en sommeil d'un équipement » à l'initiative du pouvoir adjudicateur doit faire l'objet préalablement d'échanges afin de définir la périodicité, la durée et les modalités de facturation « loyers » durant la période concernée.

## **5.3 Restitution du matériel**

Lors de la fin du contrat, il incombe au titulaire de venir récupérer le matériel mis à disposition. Le pouvoir adjudicateur s'oblige à restituer au titulaire l'équipement en dépôt, en bon état à l'expiration des relations contractuelles, pour quelque cause que ce soit.

## **ARTICLE 6 – MAINTENANCE ET ENTRETIEN**

En vue d'appliquer l'objectif de développement durable n°7 en matière de commande publique, le titulaire devra garantir au pouvoir adjudicateur des équipements vérifiant les critères de durabilité et de réparabilité. Autrement dit, le prestataire devra programmer des interventions d'entretiens de son équipement visant à garantir la durée de vie de celui-ci et à se prémunir d'éventuelles pannes. A cet effet, le titulaire sera responsable de l'entretien et de la maintenance (curative et préventive) des frigos connectés. Cette prestation devra être chiffrée dans le BPU et ne devra faire l'objet d'aucune facture supplémentaire sauf imprévus.

Le prestataire s'engage à assurer la continuité du bon fonctionnement du matériel et prend à sa charge tous les frais de réparation ou d'échanges de matériels consécutifs à un incident de bon fonctionnement.

Les interventions de dépannage s'effectueront du lundi au vendredi de 8h00 à 19h. En cas de panne, le titulaire devra intervenir dans les 4 heures ouvrées à compter de la demande d'intervention formulée par mail. Le technicien devra laisser un bon de passage avec le compte rendu de son intervention.

Dans l'hypothèse où la panne a lieu un vendredi après-midi/soir, il sera entendu que le point de départ du délai de 4 heures partira du jour ouvrable à partir duquel la demande a été transmise au titulaire.

Le titulaire devra donc identifier un point d'entrée ou un interlocuteur dédié CPAM pour assurer la relation clientèle.

En cas d'indisponibilité supérieure à une semaine, le titulaire sera tenu de fournir gratuitement un frigo connecté de substitution durant la durée de l'indisponibilité.

## **ARTICLE 7 – ENGAGEMENTS ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

### **7.1 Qualité et diversité de l'offre alimentaire**

Le titulaire devra s'engager à proposer des recettes qualitatives d'un point de vue nutritionnel que gustatif. Il devra offrir une large variété de recettes en proposant une quantité élargie de plats au quotidien ou en effectuant une rotation hebdomadaire d'un ensemble de plusieurs produits.

Il est attendu des prix de vente attractifs en cohérence avec la valeur du titre restaurant de la CPAM94 soit 11,52€ TTC. A cet effet, le titulaire devra proposer aux agents les formules ci-après en prenant en compte la valeur plafond du prix précité :

- une formule MENU (entrée, plat complet et dessert)
- une formule entrée/dessert+plat

Chaque jour, les agents doivent avoir à leur disposition :

- ✓ Au minimum un plat végétarien
- ✓ Au minimum un plat à base de poisson
- ✓ Au minimum un plat à base de viande

Le titulaire s'engage à respecter les mesures telles que :

- ✚ La saisonnalité des produits
- ✚ L'intégration de la formulation « produits locaux et de France » notamment en privilégiant les filières courtes et donc la réduction du nombre d'acteurs dans le processus de production et d'approvisionnement ce qui permettra de participer aussi à une juste rémunération des agriculteurs
- ✚ Le recours à des producteurs exerçant dans l'agriculture biologique en Ile de France par exemple (coopératives)
- ✚ L'utilisation de produits avec des références en Ecolabels officiels ou d'origine biologique
- ✚ L'application des recommandations règlementaires et internationales (ODD) en matière de restauration et d'environnement
- ✚ L'interdiction de l'utilisation de contenants alimentaires de cuisson/réchauffe/service en matière plastique
- ✚ L'intégration des actions en faveur du réemploi, de la réutilisation, du reconditionnement ou du recyclage des contenants
- ✚ L'inclusion des valeurs diététiciennes dans la préparation des repas
- ✚ L'application impérative des ratios décrits par la loi EGALIM dans la production des repas soit :
  - l'expérimentation d'un menu végétarien par semaine
  - la prise en compte d'au moins 50 % de produits de qualité et durables, dont au moins 20% de produits biologiques.
  - l'interdiction des plastiques à usage unique



## 7.2 Obligations du titulaire

Le titulaire devra décrire sa stratégie mise en place pour les produits dont la date limite de consommation est imminente et au-déla présenter des propositions élaborées pour lutter contre le gaspillage alimentaire.

Le titulaire doit assurer l'exécution de la prestation de « la phase production jusqu'à l'approvisionnement des repas dans le frigo connecté » du lundi au vendredi (selon la nécessité du réassort) à minima 2 fois par semaine et devra justifier d'une disponibilité suffisante des produits, preuve de son adaptabilité aux attentes du client. Les livraisons devront avoir lieu sur nos jours ouvrés entre 7h-9h du matin.

En cas de produit non servi à l'agent pour raison de panne technique, le titulaire devra afficher précisément ***la marche à suivre pour dédommagement de celui-ci.***

Le titulaire est tenu de s'assurer du bon état de propreté et d'hygiène de ses frigos. Aussi, ce dernier devra présenter ses moyens de récupération des contenants usagés (mise en place de bacs, poubelles de tri et de récupérations de déchets).

### **Encadrement des déchets produits :**

Le titulaire devra donner des gages de limitation de la production de déchets engendrée par son service de restauration, en proposant notamment le moins ou le mieux d'emballage possible (consigne ou recyclage).

Une solution de contenants réutilisables est fortement recommandée ainsi qu'une autre solution pour les emballages consignés ceci afin que le Titulaire cale ses actions dans une stratégie zéro déchets et dans la politique environnementale exigée par la CPAM94.

Les déchets des denrées sont collectés dans des bacs installés par un prestataire référencé.

Le prestataire se doit de mettre en œuvre tous les moyens humains et matériels nécessaires à la bonne exécution des prestations. En conséquence, le titulaire mettra en place un service client disponible 5 jours / 7 jours, tout au long de l'année, joignable par téléphone, mail ou chat sur une plage horaire aussi étendue que possible (au minimum 09h30 – 16h00).

Il s'engage à assurer le même niveau de service tout au long de l'année y compris pendant les périodes de congés. A cet effet, le personnel devra attester de sa qualité d'employé de l'entreprise « carte professionnelle, badge ou de toute preuve d'appartenance » à l'entreprise titulaire du marché.

Enfin, le titulaire se doit d'informer le pouvoir adjudicateur de ses interventions surtout si celles-ci impactent les activités du personnel de l'organisme contractant.

## **ARTICLE 8 – OPERATIONS DE VERIFICATION/DECISIONS**

Au titre de son pouvoir de vérification, l'organisme contractant s'assure que les prestations auront bien été effectuées et qu'elles sont conformes aux prescriptions demandées dans le présent Cahier des Clauses Particulières.

A l'issue des opérations de vérification qualitative et quantitative, le pouvoir adjudicateur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG FCS.

## **ARTICLE 9 – COMMUNICATION**

### **9.1 Mise en place du dispositif (Animation de lancement)**

Le titulaire mettra en place un dispositif relatif aux méthodes d'accompagnement au changement afin d'aider à la bonne communication en interne sur la nouvelle offre de restauration. (Par ex : aide à la communication interne avec les liens d'applications/sites pour créer ses comptes en amont ; une signalétique doit être mise en place pour permettre aux agents de comprendre l'utilisation des équipements, de connaître l'offre proposée et les prix.).

A l'occasion du démarrage ou sur une période donnée d'exécution du marché, les prix des produits peuvent également évoluer à la baisse dans le cadre d'offres de prix promotionnels du titulaire. Il devra donc opérer une communication de ces tarifs promotionnels et donner toutes précisions utiles, et notamment la durée de validité de la promotion et la désignation précise des articles concernés.

Ces offres de prix promotionnels ne peuvent s'appliquer qu'aux seuls articles figurant au marché. A l'expiration de la période promotionnelle, les prix du marché, ajustés le cas échéant, seront de nouveau en vigueur.

### **9.2 Communication auprès des agents**

Le prestataire assure l'étiquetage des repas conformément à la réglementation en vigueur et informe les agents sur les allergènes, les ingrédients, les valeurs nutritionnelles, l'origine des viandes et le mode de cuisson/réchauffage des aliments.

### **9.3 Animations**

Le titulaire s'engage à organiser au moins 4 animations durant l'année auprès des agents. L'organisme contractant se garde la possibilité de requérir du ou des séances de dégustation afin de sensibiliser les utilisateurs sur la nouvelle solution de restauration. La planification de ces animations se fera en collaboration avec le représentant CPAM à l'issue du démarrage du marché.

### **9.4 Reporting**

Le titulaire devra assurer un reporting mensuel permettant le suivi d'indicateurs clés définis ci-dessous :

- La fréquentation de l'équipement (le nombre d'utilisateurs) ;
- Les statistiques des ventes par type de produit vendu notamment le montant du panier moyen ;
- Le respect des engagements en matière de qualité et de diversité de l'offre alimentaire ;
- Les engagements en matière de qualité dans le processus d'approvisionnement ;
- Le gaspillage alimentaire ;
- Toute information supplémentaire requise en cours de marché ;

Également, des réunions trimestrielles seront initiées par le Client afin d'échanger sur les remontées de données transmises via les reporting précités.

## **ARTICLE 10 - CONDITIONS D'ETABLISSEMENT DES PRIX**

### **10.1 Contenu des prix**

Les prix du présent marché, figurant dans le BPU, sont des prix forfaitaires pour les loyers mensuels et des prix unitaires pour les produits proposés et comprennent tous les frais et sujétions liés à la prestation, de sorte qu'aucune plus-value ne puisse s'y ajouter.

Le Titulaire est tenu, moyennant ces prix, de mener toutes les prestations prévues au présent marché à leur parfaite exécution, y compris celles insuffisamment décrites, mais nécessaires au complet achèvement de la mission dont il se déclare technicien spécialisé.

Les prix sont établis hors TVA, libellés en euros. Le taux applicable de la taxe à la valeur ajoutée (TVA) est celui en vigueur au jour de la facturation.

### **10.2 Réserves**

Dès la consultation du dossier et avant la remise de l'offre, le candidat prendra soin de signaler à l'organisme toute anomalie ou insuffisance qui lui apparaîtrait.

En aucun cas, il ne pourra arguer des imprécisions, erreurs ou omissions du Cahier des Clauses Particulières pour justifier une demande de supplément.

### **10.3 Solutions de paiement**

Le prestataire doit proposer des solutions de paiement incluant la carte bancaire (sans contact), les cartes titres-restaurant et/ ou l'utilisation d'un badge agent. Les bénéficiaires doivent pouvoir créditer leur solde via une application, un site internet, un badge, etc.

Les modalités de paiement et de rechargement du compte, ainsi que les modalités de fonctionnement d'un espace en ligne (via un moyen dématérialisé qui soit une application ou via un site internet), doivent donc clairement être explicitées dans le cadre de réponse ou le mémoire technique.

## **ARTICLE 11 - ELABORATION DES PRIX ET VARIATION**

### **11.1 Forme et prix de règlement**

Les prestations, objet du marché, sont à prix fermes et révisables.

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du premier jour du mois dans lequel se situe la date fixée pour la remise des offres : ce mois est appelé « mois zéro » (**soit octobre 2025**).

Si la remise des offres est reportée, la base de réputation des prix « mois zéro » restera celle correspondant à la date fixée initialement pour la remise des offres.

### **11.2 Révision des prix**

Les prix du marché sont fermes pour une durée d'un an, puis à l'issue de la première année, ils pourront être révisés annuellement à la date anniversaire par application aux prix du marché de la formule suivante :

$P = Po + (Pox3x(S-So)/So)$
-----------------------------

Dans laquelle :

- P=prix révisé hors taxes
- Po=prix hors taxes en vigueur avant révision
- S=valeur de l'indice IPC de l'INSEE de n-1, l'année n étant considérée comme l'année en cours à la date de révision (IPC – Base 2015-Ensemble des ménages France – IdBank : 001759970)
- So= Indice base 100

Les coefficients de révision sont arrondis au millième supérieur.

Le Titulaire s'engage à faire parvenir ses tarifs révisés, accompagnés de la formule de révision et des copies des publications des indices, avec un préavis d'un mois avant la date anniversaire du marché, par courriel adressé à la BAL : **[achats-marches.cpam-val-de-marne@assurance-maladie.fr](mailto:achats-marches.cpam-val-de-marne@assurance-maladie.fr)**

A défaut d'une proposition de révision par le titulaire, les prix initiaux du marché resteront inchangés.

### **11.3 Clause de réserve**

Toutefois, dans la mesure où les prix révisés à la hausse viendraient à dépasser le seuil annuel de 5 % par rapport à ceux précédemment pratiqués, l'Organisme Contractant se réserve le droit de résilier unilatéralement le marché moyennant un préavis de deux (2) mois, sans indemnité.

Cette résiliation serait alors notifiée par lettre recommandée avec avis postal de réception.

## **ARTICLE 12- MODALITES DE FACTURATION ET DE REGLEMENT**

### **12.1 - Modalités de transmission des factures**

En application des dispositions de l'article L.2192-3 et L.2392-3 du code de la commande publique, le Titulaire est invité, si possible, à privilégier la transmission des factures sous forme électronique.

**Nota :** le dispositif décrit ci-après peut s'appliquer également à ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct.

Pour ce faire, le Titulaire doit utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée mise à sa disposition, le portail public de facturation dénommé « Chorus Pro », dans les conditions définies au présent article.

**L'application Chorus Pro est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>.**

Le Titulaire est informé que Chorus Pro est le vecteur exclusif de transmission des factures sous forme dématérialisée : toute transmission de factures par un procédé de dématérialisation autre que Chorus Pro, ou toute transmission par Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après, ne sera pas acceptée. Par suite, en cas de réception d'une facture électronique non adressée via Chorus Pro, la CPAM 94 informera le Titulaire du rejet de sa facture par mail ou par courrier et l'invitera à s'y conformer.

En cas de réception d'une facture adressée via Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après, ou comportant des informations erronées, la CPAM

94 informera le titulaire du rejet de sa facture par message généré via Chorus Pro, et l'invitera à réadresser via le portail une facture dûment rectifiée.

Ainsi, le Titulaire devra, pour pouvoir déposer ses factures mensuelles, renseigner les champs suivants dans l'outil :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera la CPAM 94 en tant que destinataire de la facture : **323 914 143 00132**
- Le code service qui permettra de distinguer les différents services d'une même structure : **4013**

En cas d'interrogation sur les modalités d'utilisation de ce dispositif, le titulaire pourra consulter :

- le site Communauté Chorus Pro à l'adresse : <https://communaute-choruspro.finances.gouv.fr/>
- l'aide en ligne du portail Chorus Pro.

### **Mentions devant figurer sur les factures électroniques**

Les factures devront comporter *à minima*, en application de l'article D.2192-2, les indications suivantes, conformes au marché public :

- nom et adresse du Titulaire ;
- le numéro de facture (la numérotation des factures est chronologique et continue) ;
- nom et adresse du destinataire ;
- le numéro du présent marché ;
- le cas échéant, le numéro de son compte bancaire ou postal tel que précisé dans le présent article ;
- la date d'émission de la facture ;
- prestations effectuées, désignation des produits livrés, dates de livraison et quantités ;
- le prix unitaire H.T ou lorsqu'il y a lieu le prix forfaitaire, montant de la T.V.A. et le prix T.T.C ;
- le prix total HT, montant total TVA, prix total TTC.

### **12.2 - Modalités de règlement**

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique.

Les prestations sont payables sur présentation de la facture.

La CPAM 94 se libère des sommes dues en exécution du présent marché en domiciliant ses paiements au crédit du compte ouvert du Titulaire tel qu'indiqué dans l'acte d'engagement, ou à tout autre compte communiqué, par courrier, par le Titulaire. Cette modification ne donne pas lieu à la rédaction d'un avenant.

L'Agent Comptable de la CPAM 94 règle les sommes dues en exécution du présent marché dans un délai de 30 jours, à compter de la réception de la facture, après réalisation par le Titulaire et réception par la CPAM 94 des fournitures dans les conditions prévues à l'article 7 du présent marché.

En cas de présentation de facture non conforme, ce délai est suspendu. Cette suspension fait l'objet d'une notification au Titulaire par lettre recommandée, ou par mail, permettant de garantir une date certaine. Elle précise les raisons qui, imputables au Titulaire, s'opposent au paiement, ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors

suspendu jusqu'à la réception par l'Organisme contractant, de la totalité des justifications qui ont été réclamées au Titulaire.

Le non-paiement dans les délais des sommes dues par la CPAM 94 en application du présent marché donne lieu de plein droit, et sans autre formalité, au profit du Titulaire :

- Au versement des intérêts moratoires au profit du Titulaire :  
Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.  
Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de dix points de pourcentage.
- Au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la T.V.A.

### **ARTICLE 13 – MESURES EN CAS D'INEXECUTION DES PRESTATIONS – PENALITES**

En cas de retard, d'inexécution ou de mauvaise exécution de la prestation, après une mise en demeure, non assortie de sanctions, adressée au Titulaire sous pli recommandé avec avis d'accusé de réception, l'Organisme se réserve le droit, pour un nouveau manquement, ou une non prise en compte d'observations ou de corrections demandées à faire application des mesures suivantes :

#### **13.1 Pénalités liées au retard dans l'installation du frigo**

En cas de retard dans la livraison et l'installation, une pénalité de 200€ HT par jour calendaire sera appliquée.

#### **13.2 Pénalités liées à la non remise de livrables attendus**

En cas de non remise des livrables, le Titulaire se verra appliquer une pénalité de 50€ par journée de retard.

#### **13.3 Pénalités liées au retard dans les réparations**

Lorsque le frigo est inutilisable plus de 4h (à compter du signalement par mail de l'indisponibilité du frigo), le titulaire s'expose à une pénalité de 50€ HT par heure.

#### **13.4 Pénalités liées au retard des consommables**

En cas de retard dans la livraison, le titulaire s'expose à une pénalité de 50€ HT par heure de retard.

#### **13.5 Pénalités liées aux produits impropres à la consommation**

En cas de mise à disposition de produits impropres à la consommation, le titulaire se verra appliquer une pénalité de 200€ HT par produit concerné.

#### **13.6 Pénalités liées à une rupture de stock**

En cas de rupture de stock sur un produit supérieur à 2 jours, une pénalité d'un montant de 100€ HT par jour de retard sera appliquée.

### **13.7 Pénalités liées au non-respect des dispositions du marché en matière environnementale**

En cas de non-respect des dispositions précitées, une pénalité d'un montant de 100€ HT par jour calendaire à partir du jour où le non-respect est constaté.

### **13.8– Pénalités liées à des manquements à des obligations administratives**

En vertu des dispositions de l'article L.8222-6 du Code du travail, si le Titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8224-1 à L.8224-5 du Code du travail, une pénalité de 100 € par jour ouvré de retard sera appliquée dans la limite des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 à L.8224-5 DU Code du travail.

D'autre part, l'Organisme se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité, ni mise en demeure préalable, dès que le montant des pénalités atteint 15% du montant estimé du marché sur sa durée.

Les pénalités présentant un caractère forfaitaire, sont déclenchées par la seule constatation du retard, manquement etc., sans que l'Organisme ait à établir que ledit retard, manquement etc. lui ait causé un préjudice particulier.

Elles sont cumulables et non révisables.

Si le retard est dû à la force majeure ou du fait de l'Organisme, le représentant du pouvoir adjudicateur pourra prononcer une prolongation du délai d'exécution effaçant les pénalités dues.

Pour bénéficier des dispositions de l'alinéa précédent, le titulaire devra signaler à l'Organisme, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel et qui, selon lui, échappent à sa responsabilité. Il disposera à cet effet, d'un délai de dix jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, ces pénalités sont dues dès le premier Euro. Le montant des pénalités de retard s'impute sur le règlement de la facture adressée par le titulaire à l'organisme.

## **ARTICLE 14 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE**

Le présent marché est dispensé d'une retenue de garantie.

La cession et le nantissement sont régis par les articles R. 2191-45 à R. 2191-53 du code de la commande publique.

En cas de nantissement est désignée comme Comptable assignataire, Monsieur le Directeur Comptable et Financier de l'Organisme.

## **ARTICLE 15 – RESILIATION**

En cas de retard dans les délais d'exécution, d'incapacité, de mauvaise foi, de négligence, de non-respect de l'obligation de confidentialité ou de mauvaise exécution des prestations par le Titulaire, l'Organisme contractant se réserve le droit de résilier, sans mise en demeure

préalable, le présent marché sans que le Titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnisation, et le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

La résiliation du marché aura lieu de plein droit en cas de liquidation des biens du Titulaire. La résiliation sera notifiée au Titulaire par lettre recommandée avec A.R, moyennant un préavis d'un mois.

Outre les cas de résiliation mentionnées dans le présent document, l'Organisme peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général fondé sur une réorganisation de service, une évolution de fonctionnement, des techniques, des besoins ou de politique de l'établissement.

Dans ce cas, par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, cette résiliation n'ouvre pas droit à indemnisation du titulaire sauf si ce dernier apporte les justifications utiles et nécessaires des frais et investissements éventuellement engagés pour l'exécution du marché jusqu'à son terme, qui n'aurait pas été prise en compte dans le décompte de résiliation.

De même, en application de l'article L. 2195-5 du code de la commande publique, le marché pourra être résilié en raison d'un manquement constaté par la Cour de justice de l'Union européenne.

#### **ARTICLE 16 - ASSURANCES**

Le Titulaire devra remettre obligatoirement avant exécution du marché, une attestation d'assurance "Responsabilité Civile" garantissant les dommages corporels, matériels et immatériels causés tant aux personnes avec lesquelles il est lié par un contrat, qu'aux tiers.

#### **ARTICLE 17 - MESURES D'ORDRE ENVIRONNEMENTAL ET SOCIETAL**

Le Titulaire prend en compte dans l'exécution de sa prestation des objectifs de développement durable et de responsabilité sociétale et met en œuvre tous les moyens dont il dispose pour y parvenir. De même, sur l'axe social, il s'emploiera à mettre en place des actions visant à la formation de son personnel, à l'amélioration de leurs conditions de travail, à favoriser l'insertion des personnes éloignées du travail ou en situation de handicap.

#### **ARTICLE 18- REGLEMENT DES LITIGES**

Les litiges relatifs à l'exécution du présent marché qui ne peuvent être réglés par voie d'arbitrage ou d'accord amiable entre les parties, seront soumis aux juridictions de droit commun.

Tous les actes de procédures seront notifiés au domicile réel du Titulaire.

De plus, les parties contractantes donnent attribution de compétence à la loi française et aux juridictions du département du Val de Marne.

L'instance chargée des procédures de recours est le :

**Tribunal de Grande Instance  
Rue Pasteur Vallery Radot  
94011 CRETEIL  
Tél. : 01-49-81-16-00**



## **ARTICLE 19 - RESPONSABILITE DU TITULAIRE**

Le Titulaire est seul responsable des contraventions aux lois et règlement, et ne peut exercer aucun recours contre l'Organisme en cas de condamnation encourue par lui, ses préposés ou ses ouvriers.

Le Titulaire a notamment la charge entière de la stricte application des lois et règles (notamment celles de la législation et de la réglementation du travail).

Il affirme sous peine de résiliation de plein droit du marché, ou de sa mise en régie, à ses torts exclusifs (ou aux torts exclusifs de la société pour laquelle il intervient), qu'il ne tombe pas (ou que ladite société ne tombe pas) sous le coup de l'interdiction de l'article 50 modifié de la loi n° 52.401 du 14 avril 1952.

Il atteste sur l'honneur que le travail sera réalisé avec ses salariés employés régulièrement au regard des articles D. 8222-4 à D. 8222-5 (pour la France) et D. 8222-6 à D. 8222-8 (pour l'étranger) du Code du Travail.

Il est tenu, dans le cadre des prestations faisant l'objet du présent marché, de veiller à ce que toutes les précautions soient prises en matière de prévention des accidents, pour son propre personnel, pour le personnel de l'Organisme et pour les tiers.

Il demeure responsable de ces accidents et il est tenu, de garantir l'Organisme de toute action qui serait dirigée contre lui pour des faits de cette nature.

Il est entendu que, toute personne étrangère à l'entreprise (conjoint, enfants) ne doit en aucun cas pénétrer dans les immeubles de la CPAM du Val-de-Marne. Le titulaire devra se conformer à la charte du visiteur qui lui aura été remis au moment de la notification.

Dans le cadre des présentes dispositions, le Titulaire reconnaît avoir pris connaissance du « Livret de sécurité du Prestataire » qui lui aura été remis au moment de la notification du marché public.

## **ARTICLE 20 – REGLES DE SECURITE ET OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE**

1. Chaque Partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent marché. Les Parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les Parties tout au long de l'exécution du marché.

Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque Partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing,

logiciel ou disquette, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

2. Chacune des Parties s'engage notamment à :

- . Prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- . Ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du marché,
- . Ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du marché,
- . Ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du marché,
- . Ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,
- . Ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
- . Ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du marché et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

3. Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

- . La divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du marché,
- . Les informations confidentielles ont fait l'objet d'une location au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
- . Les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie,

4. Chacune des Parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent Contrat et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent marché et pour quelque cause que ce soit.

**ARTICLE 21 - MESURE D'ORDRE SOCIAL**

La durée horaire maximale du personnel employé devra être conforme à la réglementation en vigueur et au Code du Travail.

Le Titulaire et l'Organisme s'engagent, pour leur part respective, à mettre en application les dispositions du Décret n° 92.158 du 20 février 1992.

**ARTICLE 22 – DISPOSITIF DE VIGILANCE (Article D. 8222-5 du Code du Travail)**

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D. 8222-5 ou D. 8222-7 du Code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne location, gratuitement, par l'Organisme, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi, le pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

### **ARTICLE 23 – AVANCE**

Le Titulaire peut bénéficier, sauf renoncement exprès de sa part portée dans l'Acte d'Engagement, au versement d'une avance dans les conditions prévues aux articles L. 2191-2, L. 2191-3, R. 2191-3 et suivants du code de la commande publique.

### **ARTICLE 24 – CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE**

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur, les modifications survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à son relevé d'identité bancaire ;
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement du titulaire pouvant influencer sur l'exécution de l'accord-cadre.

L'Organisme contractant s'engage réciproquement en ce sens.

### **ARTICLE 25 – DEROGATIONS AU CCAG-FCS**

ARTICLES DU CCAG-FCS	ARTICLES DU CCP
<b>4.1</b>	<b>3</b>
<b>14.1.3</b>	<b>13.8</b>
<b>42</b>	<b>15</b>
<b>9.2</b>	<b>16</b>